



Londres
FAURE P.6
GNASSINGBÉ
PARLE PND ET
TERRORISME

Elections locales du 30 juin 2019
LES MEDIAS ENTRETENUS SUR
LEURS RÔLES ET
RESPONSABILITÉS AVANT, P.6
PENDANT ET APRÈS LES ÉLECTIONS

N°622 du 07 Juin 2019/Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
 Maison de la presse, casier N° 61
 Directeur de Publication
 Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
 E-mail:
 tchaboremessenger@yahoo.fr
 Imprimerie: RAD-GRAPHIC

Pour tout renseignement, information ou conseil
 contacter le centre d'appel
 au N° VERT

8201*

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

**Elections locales et
 publication des listes
 définitives des candidats**



**DES HEUREUX, MAIS AUSSI DES DÉÇUS QUI
 DEVRAIENT SE POURVOIR IMMÉDIATEMENT** P.3

Situation dans la prison civile de Lomé
LE MENSONGE SAUGRENU DE
L'ASSOCIATION « EN AUCUN
CAS » DÉMONTÉ POINT PAR
POINT PAR UN JOURNALISTE DE
LA DEUTSCHE WELLE P.4&6



Pour le PND et le
développement à la base
ATIR LANCE P.2&7
OFFICIELLEMENT
SES ACTIVITÉS

Pour le PND et le développement à la base ATIR LANCE OFFICIELLEMENT SES ACTIVITÉS

Porté sur les fonts baptismaux le 10 Novembre 2018 à Dapaong, les activités de l'Association Action des Tropiques pour l'Intégration Rurale (ATIR) ont été officiellement lancées le 1er juin dernier à Dapaong. En présence de plusieurs autorités locales, dont les préfets de Tône, M. DOUTI Tchimbiana et de Tandjouaré, M. LARE Fartongue, le président du conseil d'administration de l'association, Noel Depoukn s'est réjoui de la mobilisation.

Profitant de la journée du 1er juin qui est celle de la journée de l'arbre au Togo, il a laissé entendre que cette mobilisation est l'expression éloquent de l'intérêt que les invités venus de tous les coins de la région accordent au développement de notre pays et particulièrement de la grande région des savanes.

Pour Noel Depoukn, la mobilisation augure des lendemains meilleurs pour l'association ATIR.

« ATIR entend apporter sa contribution dans l'exécution du Programme National de Développement (PND) 2018 à 2022 dont le TOGO s'est doté sous l'impulsion éclairée de Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République en vue de l'éradication de la pauvreté et de hisser notre pays au rang des pays



émergents. » à entendre le président du Conseil d'Administration de ATIR. Selon M. Depoukn, la création de cette association crée par la même occasion 7 emplois et répond à l'axe 3 du PND.

Pour sa part, le Préfet de Tône s'est dit satisfait du lancement des activités de l'association et a émis le vœu de voir l'association se muer le plus rapidement possible en Organisation Non Gouvernementale (ONG) pour faire plus efficacement face aux défis qu'elle s'est fixée.

Faisant d'une pierre deux coups, les

responsables de l'association ont profité de la célébration de la journée de l'arbre pour procéder à la mise en terre des plants.

Pour Noel, Depoukn, qui a donné le ton de cette mise en terre des plants,



c'est un acte qui répond à un devoir citoyen.

En rappel, ATIR est une association à but non lucratif. Elle entend œuvrer à l'épanouissement intégral et durable des enfants, des adolescents, des jeunes et des femmes dans le domaine de

l'éducation, de la santé, de la formation professionnelle, de la micro-finance, de l'agriculture et de l'environnement.

ATIR compte déjà deux antennes. Une à Barkoissi et une à Lomé.

Selon le PCA, des démarches pourront être menées envers



d'autres partenaires extérieurs en vue de renforcer leurs actions.

L'Association ATIR produit ses premiers fruits

La communauté musulmane de Barkoissi dotée d'un forage; du matériel de prière offert.

Vingt-quatre heures à peine après le lancement effectif de ses œuvres caritatives allant dans le sens de la promotion du bien-être des populations à la base, les membres l'Association, Action des tropiques pour l'intégration rurale (ATIR), avec

(Suite à la page 7)

Armes biologiques

LES ETATS FRANCOPHONES D'AFRIQUE DE L'OUEST DISCUTENT SUR L'ARTICLE VII DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DES DITES ARMES À LOMÉ

Une rencontre des états francophones d'Afrique de l'Ouest en vue de discuter du rôle de l'article VII de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (CIAB), s'est déroulée le 29 mai dernier à Lomé.

Organisé autour dudit article qui indique qu'il faut «fournir une assistance aux Etats qui ont été exposés à un danger du fait d'une violation de la convention sur les armes», la rencontre a pour objectif d'explorer l'opérationnalisation de l'assistance aux victimes en cas d'exposition.

A l'ouverture des travaux, la directrice du cabinet du ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, Midamégbé Akakpo a salué particulièrement le bureau des affaires de désarmement qui, à travers son centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique, accompagne les états d'Afrique dans leurs initiatives de paix, de désarmement et de contrôle

des armements.

« La menace liée aux armes biologiques est devenue plus réelle et insidieuse » a indiqué madame Midamégbé Akakpo. Pour cette dernière, c'est conscient de ces menaces que le Togo s'est joint à la communauté internationale pour signer, le 10 avril 1972, la convention sur l'interdiction de la mise au point et du stockage des armes bactériologiques.

La rencontre de Lomé est un exercice de simulation. D'où la déclaration de Yann Hwang, le représentant permanent de la France auprès de la conférence du désarmement et président en exercice de la réunion des parties à la convention sur l'interdiction des armes biologiques,

« La pertinence d'organiser un exercice impliquant les pays d'Afrique francophone s'est imposée en raison du contexte post-Ebola » a indiqué Yan Hwang. Pour lui, cet exercice offre une excellente occasion



de progresser sur la question des armes biologiques.

« Il est donc impératif de formuler des recommandations concrètes quand à la manière dont l'assistance au titre de la convention pourrait être fournie », a poursuivi Yan Hwang qui s'est dit persuadé que les enseignements tirés de cet exercice enrichiront également les discussions de la prochaine réunion d'expert sur l'assistance, l'intervention et la préparation en aout 2019 à Genève.

Pour Anselme Yabouri, Directeur du Centre

Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique (UNREC), la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des biologiques et sur leur destruction, est un instrument important pour la sécurité collective. Car, « aucun pays ne peut, seul, faire face aux effets des armes biologiques ».

Pour lui, au-delà de cet exercice, il est attendu de la communauté internationale la poursuite de renforcement de capacité des états Africains, afin qu'ils assument pleinement leur

devoir de protection des populations, qu'ils sachent prévenir l'usage malveillant des sciences de la vie des biotechnologies et réagir à temps devant les situations relatives.

L'exercice de simulation de Lomé est organisé par le Bureau des Nations Unies pour les Affaires de Désarmement (UNODA) à travers l'UNREC et l'Unité d'Appui à l'Application (ISU) de la Convention sur l'Interdiction des Armes Biologiques, en collaboration avec la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS).

La (CIAB) est entrée en vigueur le 26 mai 1975 et compte à ce jour 182 Etats parties.

Elle oblige ceux-ci de « Ne jamais, et en aucune circonstance, mettre au point, fabriquer, stocker, ni acquérir d'une manière ou d'une autre ni conserver » des armes biologiques ou à toxine.

Edith

Le Messenger

Elections locales et publication des listes définitives des candidats DES HEUREUX, MAIS AUSSI DES DÉÇUS QUI DEVRAIENT SE POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Le processus pour la tenue des élections locales du 30 juin prochain se poursuit. Avant-hier mercredi, 05 juin c'était le tour de la Cour suprême de procéder à la publication définitive des listes de candidats conformément à l'article 283 du code électoral, qui stipule que la chambre administrative de la Cour Suprême publie la liste des candidats au plus tard vingt-cinq (25) jours avant le scrutin et que cette publication est assurée par affichage au siège du greffe de la Cour suprême, au siège de la CENI et dans chaque CELI. Le même article stipule en outre que la liste des candidats est publiée au journal officiel de la république togolaise selon la procédure d'urgence.

Mais le communiqué du président Gamato Akakpovi de la Cour suprême n'a pas que des heureux. Il a aussi fait des malheureux, et donc des déçus.

C'est le cas par exemple de la liste



dirigée par Eric Dupuy de l'ANC (Alliance Nationale pour le Changement) de l'ex chef de file de l'opposition et de la liste dirigée par Pascal Bodjona, ex ministre directeur de Cabinet et ex ministre de l'Administration Territoriale de Faure Gnassingbé et bien d'autres

listes d'indépendants. Ces listes ont été recalées par la Cour Suprême. Une grosse déception!

Désormais, et ce conformément à l'article 284 du code électoral, les recalés devraient se pourvoir immédiatement devant la chambre

administrative de la Cour Suprême qui dispose de 48h pour rendre sa décision et dire le droit, comme aiment le dire si bien les spécialistes en la matière.

Tout autre débat ne sera que perte de temps et n'arrangerait pas ces déçus, si ces derniers veulent vraiment voir leur rêve se réaliser.

Ainsi, lentement mais sûrement les choses se mettent en place pour le 30 juin prochain où le pays sera doté des conseillers municipaux qui joueront leur partition en vue de l'enracinement de la démocratie.

Déjà Samedi 1er juin dernier, la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) annonçait ses statistiques en terme de sièges et en terme de candidats. Au total 1527 sièges à pourvoir pour 11447 candidats à en croire Tchambakou Ayassor, président de la CENI.

LM

Religion/ après plusieurs tergiversations de l'UMT LES MUSULMANS DU TOGO ONT FINALEMENT CÉLÉBRÉ L'AÏD- EL- FITR MERCREDI

Les fidèles d'Allah ont célébré hier au Togo l'aïd-el-fitr, la fête qui marque la fin du mois de carême. Si dans la plupart des pays c'est la journée de mardi qui a été retenue pour cette fête, au Togo c'est plutôt le mercredi 05 juin qu'elle s'est tenue. Un décalage incompréhensible aux yeux de plusieurs fidèles.

Cet état de fait n'est pas étranger au Togo. Il y a eu des années où c'était le même désordre qui régnait. Alors que ces dix dernières années, l'on pensait le phénomène enrayé, l'actuelle UMT (Union Musulmane du Togo) dans ces incohérences l'a fait resurgir. Et c'est dans la fureur totale que beaucoup de fidèles se sont rendus dans les lieux de prière érigés pour la circonstance sur toute l'étendue du territoire pour prier Dieu le miséricordieux pour sa bonté grâce à laquelle les fidèles ont pu jeûner tout le long du mois.

A Lomé, c'est dans l'enceinte du Lycée de Tokoin que s'est déroulée la grande prière qui a réuni des milliers de fidèles musulmans et musulmanes, mais aussi, des autorités administratives, politiques et autres chefs traditionnels. Et c'est le premier ministre



Sélim Klassou qui a représenté le chef de l'Etat pour la circonstance.

Imam Sani Kérim de la mosquée centrale de Lomé a prié pour la paix au Togo et la paix dans le monde. Il a prêché pour la tolérance, le vivre ensemble et le respect des valeurs que recommande l'Islam. Il s'est particulièrement adressé aux jeunes qui n'en font qu'à leur tête avec l'apparition des réseaux sociaux. Il a également prié pour les

autorités togolaises afin qu'Allah les aide dans toutes leurs actions pour le bien-être des togolaises et des togolais.

Inoussa Bouraïma, président de l'Union Musulmane du Togo, tout en remercier particulièrement le chef de l'Etat, les autorités de la sécurité et tout le gouvernement pour des mesures prises pour déjouer les actes terroristes dans le pays, a invité tous les fidèles musulmans à continuer par

prier pour le Togo.

« L'Islam est une religion de paix » a rappelé le président de l'UMT.

L'Aïd- El -Fitr cette année a fait un faux pas. Plusieurs ont critiqué les tergiversations de l'UMT qui ont amené au report du jour de la prière sur le mercredi, alors que plusieurs pays et mêmes ceux qui nous entourent ont célébré l'aïd-EL-Fitr le mardi 05 Juin.

« Comment peut-on jouer

avec la foi de plusieurs millions des fidèles de la sorte ? », c'est la question que beaucoup de fidèles se sont posés et appelant l'UMT à cessé de se laisser entraîner par les politiques. Pour ces derniers, les responsables de l'UMT se laissent guider par le pouvoir de Lomé.

« Il est temps que cela change », lance un fidèle sur les réseaux sociaux.

S'il y a des critiques qu'on peut juger déplacés, (le Togo n'est pas le seul pays à avoir fêter le mercredi), il est tout de même évident que Inoussa Bouraïma et ses collègues, sont parfois inconstants dans la prise de certaines décisions.

Ils doivent tirer les conséquences de cette inconstance dans la gestion des affaires liées à la religion.

Beaucoup en appelle d'ailleurs au renouvellement du bureau de l'UMT, qu'ils estiment avoir dépassé le temps de l'organisation d'une élection.

Il faut noter que la prière a été faite sur toute l'étendue du territoire et sur plusieurs lieux de la ville de Lomé.

Qu'Allah nous pardonne nos péchés.....

Bouraïma
Le Messenger

Situation dans la prison civile de Lomé

LE MENSONGE SAUGRENU DE L'ASSOCIATION « EN AUCUN CAS » DÉMONTÉ POINT PAR POINT PAR UN JOURNALISTE DE LA DEUTSCHE WELLE

Des images décrivant la situation carcérale au niveau de la prison civile de Lomé ont circulé il y a quelques semaines. Images émanant de l'association "En aucun cas" si l'on en croit l'article publié sur le site de la Deutsche Welle (DW). Lesdites images qui font croire aux conditions atroces et inhumaines des prisonniers ont été montées de toutes pièces par l'association en question à des fins qu'elle seule est capable de détenir les tenants et les aboutissants.

Un confrère de la Deutsche Welle qui a échappé au piège de l'association, a dans son article démonté point par point le mensonge grotesque de l'association "En aucun cas". Comme quoi, « aujourd'hui, des outils et techniques existent et sont enseignés pour démonter les fake news, les fausses images, ou des fausses sorties de leurs contextes » indique un confrère en photojournalisme. « Ils croyaient induire en erreur un média sans savoir que désormais toute information est vérifiée plusieurs fois avant diffusion » ajoute-t-il.

Certes, la situation carcérale dans les prisons du Togo, n'est pas ce qu'attendent les défenseurs des droits de l'homme et autres associations luttant pour l'amélioration des conditions de vie des détenus, une situation qu'on retrouve d'ailleurs dans bon nombre de pays au monde. Mais, chercher à fabriquer des images et produire des montages dans le seul but de ternir l'image du pays, est sadique et irresponsable.

Voici l'intégralité de l'article du confrère de la DW

Chasse à l'Infox : les images de la prison de Lomé sont-elles vraies ?

Dans un message sur Twitter, le mouvement citoyen togolais "En Aucun cas" interpelle la DW sur les conditions de détention du jeune étudiant Folly Satchivi. Mais l'analyse des images jette un doute sur leur authenticité.

Trois photos censées illustrer "l'enfer" vécu par l'étudiant et président du mouvement "En Aucun cas" et d'autres membres du PNP (Parti National Panafricain)



Palais de justice de Lomé, en septembre 2011

accompagnent la publication. Sur deux des images on peut voir des hommes amassés dans une pièce et couchés les uns à côté des autres.

Cette promiscuité apparente est jugée "cruelle", "inhumaine" et "révoltante" dans les publications du mouvement citoyen "En aucun cas".

La dernière image montre une cour inondée, censée être celle de la prison de Lomé, dans laquelle des jeunes hommes font la queue, certains portant des récipients en plastique.

Ces images de désolation ne laissent pas indifférent au vu des commentaires et des centaines de partages qu'elles ont obtenus, notamment sur Facebook.

Contacté par la Deutsche Welle à la suite de l'interpellation sur Twitter, le mouvement "En aucun cas" indique que ces clichés auraient été pris par un détenu de la prison de Lomé et qu'ils ont été obtenus par un intermédiaire, quelques semaines seulement avant leur publication.

"Ces photos ont bel et bien été prises à la prison civile de Lomé. Elles sont récentes car elles ont été prises il y a environ deux à trois semaines. Si Folly Satchivi n'y apparaît pas, c'est parce qu'elles ont été prises de manière clandestine", explique Victor Kaoutowou, responsable des réseaux sociaux du mouvement "En aucun cas" et secrétaire général de la Ligue togolaise des élèves et des étudiants.

Folly Satchivi a été arrêté le mercredi 22 août 2018 alors qu'il s'appretait à donner une conférence de presse, jugée illégale par les autorités. En janvier dernier, le tribunal de Lomé l'a condamné à 36 mois de prison dont 12 avec sursis

sein du système carcéral" nigérian. Dans la légende accompagnant la photo, le site Armada.ng écrit : "Dans les prisons nigérianes".

D'où vient cette image ?

La photo en question, la même donc pour le Ghana, le Nigeria et le Togo, a été prise, en juin 2005, par le photojournaliste sud-africain Joao Silva pour le New York Times, dans le cadre d'une série de reportages sur les prisons au Malawi. Elle a été faite à la prison de Maula, à Blantyre une ville du sud du Malawi.

Dans une interview accordée à L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime,

pour "trouble aggravé à l'ordre public et apologie de crime et délits".

Des images déjà présentes sur Internet



Une capture d'écran du site Yen.com

Cependant, une recherche d'image inversée sur Google permet de découvrir que ces photos ont déjà été exploitées plusieurs fois sur la toile pour illustrer l'état des prisons africaines dans d'autres pays.

Il y a un an, par exemple, le site en ligne ghanéen Yen.com a utilisé une de ces images pour un post décrivant la surpopulation carcérale au Ghana. Publié en février 2018, l'article énumère quatre raisons qui devraient pousser les Ghanéens à tout faire pour ne pas terminer en prison.

D'autres sites ghanéens ont même attribué la même image à la prison de Nwasam, une ville située à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale Accra.

En 2016, un site nigérian a eu recours à la même image



Une capture d'écran du site nigérian pour illustrer la "vie dure au

le photojournaliste de guerre raconte qu'il a pris cette photo à l'occasion de deux jours de visite dans cette prison où, explique-t-il, "les détenus passent 14 heures chaque jour dans des cellules pouvant contenir 100 à 150 personnes". La photo de Joao Silva a été archivée par le New York Times et sur son site internet.

Aujourd'hui Joao Silva n'exerce plus comme photojournaliste de guerre. Il a dû abandonner son travail après avoir été grièvement blessé en 2010, alors qu'il accompagnait des soldats américains dans une zone de déminage en Afghanistan.

La photo prise dans la prison malawite fait partie des images sélectionnées sur son site pour ceux qui veulent lui venir en aide à travers des donations.

Au vu de ce qui précède, cette image n'est pas de la prison de Lomé.

« Ce genre de manipulations, de tromperie est devenu très courant dans le contexte africain », indique Qemal Affagnon, responsable pour l'Afrique de l'ouest de l'ONG

Internet Sans Frontières. A l'en croire, c'est la recherche du sensationnel et de l'inédit sur les réseaux sociaux qui favorise la diffusion de ce genre de contenus.

Recontacté après cette découverte, le responsable du mouvement "En aucun cas" a indiqué quand-même que ses "propos restaient inchangés".

Des images de Libye

Quant à la deuxième image, ses premières traces sur Internet remontent à fin 2017, à la suite d'un reportage de la chaîne américaine CNN sur la vente de migrants africains en Libye. La photo a servi d'illustration de cet événement dans plusieurs articles en ligne, mais sa source n'a pas été identifiée.

Même si elle a circulé et été utilisée dans plusieurs articles à cette période, il est pour l'heure difficile de savoir qui en est l'auteur. Mais il est très improbable qu'elle ait été prise récemment à la prison de Lomé, puisqu'elle était déjà présente sur Internet avant l'arrestation de Folly Satchivi.

La difficile situation des prisonniers togolais

La dernière image qui montre la cour de prison, censée être celle de la prison civile de Lomé, n'est pas récente non plus. Elle a servi d'illustration à un article, datant de juin 2018, du Los Angeles Times sur la torture au cours des détentions de prisonniers politiques au Togo.

C'est après cette date que cette image s'est multipliée sur les sites d'informations togolais.

Cette photo est sans doute celle d'une cour de la prison civile de Lomé. En tout cas, la journaliste américaine Sioban O'Grady confirme que la même photo lui a été transmise par un détenu de la prison civile de Lomé à l'occasion de la publication d'un article en juin 2018.

Dans tous les cas, le Togo n'est pas le seul pays sur le continent africain où des fausses informations agitent l'opinion. Les périodes électorales offrent surtout un contexte favorable à la dissémination des infox, indique Qemal Affagnon.

(Suite à la page 6)
Le Messenger

IL FAUT EN PARLER

LES FEMMES SONT PLUS PRODUCTIVES DANS DES BUREAUX CHAUDS

Les bureaux froids ou fortement climatisés pourraient être nocifs à la productivité des travailleurs, ressort-il d'une expérience de chercheurs américains et allemands. Les femmes sont particulièrement sensibles. Lors d'un test de mathématiques et de langue, les participantes ont fourni de meilleurs résultats lorsqu'elles étaient dans un environnement plus chaud. Pour les hommes, la tendance est inversée, mais l'effet de la température est peu prononcé.

Les chercheurs en sont venus à la conclusion qu'il serait préférable pour la productivité d'augmenter la température des espaces de travail, selon cette étude parue dans la revue « Plos One ».

Les chercheurs ont demandé à 500 étudiantes et étudiants d'effectuer dans un temps limité des exercices de calcul mental, de logique et de construction de mots. Les différents groupes étaient soumis à des températures allant de 16 à 32,5 degrés.

L'expérience a montré que les femmes fournissaient davantage de réponses lorsque la température était plus élevée, a expliqué l'un des co-auteurs de l'université de Californie du Sud.

Les chercheurs ne sont pas parvenus à établir une température idéale pour les deux sexes. De plus amples expériences seraient nécessaires.

Source: Belga

UNE ÉTUDE RÉVÈLE QUE LES HOMMES PAUVRES AIMENT LES GROS SEINS MAIS LES RICHES PRÉFÈRENT LES PETITS SEINS

Une étude réalisée sur des Malaisiens a récemment démontré que les hommes riches aiment les femmes aux petits seins, par contre ceux pauvres préféreraient celles qui ont de gros seins.

Les psychologues VirenSwami et Martin Tovée ont mené une enquête visant à déterminer si l'accès des hommes aux richesses influencerait leurs préférences quant à la taille des seins chez les femmes.

Selon Metro UK, le duo a réalisé deux expériences dans lesquelles ils ont testé si les hommes moins aisés trouveraient les gros seins plus désirables que les hommes qui sont riches.

Pour la première expérience, ils ont exploré la relation entre la sécurité financière et les préférences des hommes en matière de taille de sein. Ils ont recruté 266 hommes originaires de trois parties de la Malaisie et dont le statut socioéconomique variait: faible, moyen et élevé.

Chaque participant a été représenté avec des personnages féminins animés, chacun variant dans la taille des seins. Ils les ont ensuite notés sur cinq pour leur attractivité physique. Et il s'est avéré que les hommes ayant un statut socio-économique inférieur trouvaient les gros seins plus attrayants que ceux ayant un statut socio-économique plus élevé.

Ils ont ensuite comparé les évaluations de la taille des seins dans une seconde expérience qui reflétait la perspective évolutive de la taille du sein, à savoir que cela indiquait la capacité d'une femme à supporter et à nourrir un enfant. Mais cette fois, ils l'ont fait sur la base d'un ventre plein.

Ils ont utilisé 66 étudiants universitaires masculins affamés et 55 ayant un appétit satisfait pour tester si la sécurité alimentaire avait un effet sur leurs préférences.

Ils ont également utilisé uniquement des hommes blancs pour cette étude, car l'ethnicité est connue pour influencer les préférences de taille de sein.

Encore une fois, on leur a montré cinq femmes avec des seins de taille variable. Et apparemment, les hommes affamés préféreraient les femmes aux seins plus gros que les hommes rassasiés.

ANNONCE



CENTRO S.A., BP:20744 Lomé-Togo
Tél.: + 228 22 22 56 83 / Fax: + 228 22 22 62 52
E-mail: info@centro.tg
web: www.centro.tg

PHARMACIES DE GARDE DU
03/06/2019 au 10/06/2019

SANTE Près de NOPATO 70 44 91 37

AKOFA
Av. Maman N'Danida Amoutivé 96 32 97 57

KPEHENOU Boulevard HOUPHOUET –
BOIGNY 22 21 32 24

OCAM Rue de l'ENTENTE 22 21 62 05

BIOVA Bd. Houphet Boigny 22 34 50 93

KODJOVIAKOPE
Avenue Duisbourg 22 21 89 90

PATIENCE Tokoin Gbadago 22 21 60 94

CAMPUS Adewi 22 21 56 32

JUSTINE 291, Bd des Armées
okoin Habitat 22 21 00 01

St PAUL Bd. Jean Paul II 22 22 46 72

FOREVER Tokoin Forever, Face Garage
Central Administratif 22 26 11 77

FRATERNITE Hedzranawé près de la
Clinique St Joseph 22 26 81 55

APOTHEKA
Face siège Fédération Togolaise de Football,
route de Kegué 22 61 57 57

KLOKPE
Derrière la Foire Togo 2000 96 80 10 03

PHARMACIE 2000 BE KPOTA près du
Marché Dzifa 22 70 01 69

CHRIST ROI Kagomé 22 27 46 66

ELI-BERECA
Route d'Adidogomé, Immeuble SIKOVIC face
bureau de Poste 99 91 13 42

LA REFERENCE

Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyéyé, à
côté du bar Madiba 22 51 12 12

BONTE

Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en
face de la station Sanol 93 95 80 78

ENOULI

Station d'Agbalepedogan 22 25 90 68

Notre Dame de LOURDES Agoe Anome,
carrefour « Deux lions » près de l'église des
Assemblées de Dieu 22 55 19 64

DJIDJOLE DJIDJOLE 22 25 65 12

OSSAN Etablissement la LIMOUSINE,
carrefour AVEDJI 70 40 44 25

DES ROSES Quartier Vakpossito, en face
de l'entreprise de l'Union 70 42 37 72

AGOE-NYIVE A côté de l'Eglise Catholique
d'Agoè-Nyivé 22 25 83 38

DIVINA GRACIA, Quartier Agoè-Fiovi, Rond
point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-
Bafana) 93 83 91 00

CHARITE

A côté du CEG d'Agoè-Nyivé 22 25 12 60

LA MAIN DE DIEU Sise à AGOE ASSIYEYE
non loin de l'église des Assemblées de Dieu
(Temple Galilée) 93 40 21 21

ABRAHAM

Agoè-Logopé Kossigan 22 50 10 00

VERSEAU

Près maison Bateau Baguida 22 27 34 53

DE L'EDEN Route d'Aneho, face cité
Baguida 70 42 13 98

Elections locales du 30 juin 2019 LES MEDIAS ENTRETENUS SUR LEURS RÔLES ET RESPONSABILITÉS AVANT, PENDANT ET APRES LES ÉLECTIONS



Plus d'une cinquantaine de journalistes des médias privés, partenaires de la Commission Electorale National Indépendante (CENI), sur toute l'étendue du territoire togolais étaient en séance de formation le samedi 1er juin à Lomé. Cette rencontre initié par la CENI en collaboration avec la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC) est axé sur le thème, « *les rôles et responsabilités des médias avant, pendant et après les élections des conseillers municipaux* ».

A l'ouverture des travaux, Jean-Claude Homawo, Vice-président de la CENI, a situé l'importance de la rencontre qui pour lui, permettra aux journalistes de prendre conscience du rôle à jouer pour la réussite du processus qui intervient soit 32 ans après le dernier scrutin.

« *Prenez l'information électorale à la bonne source à la CENI et non dans la rue* » a-t-il souligné le vice-président de la CENI qui invite ainsi les journalistes à aller aux informations à la bonne source.

Le Vice-président de la HAAC, Octave Olympio qui a salué l'initiative, a également fait appel aux journalistes afin qu'ils jouent efficacement leur rôle d'informateur avant, pendant et après le processus électoral. Les hommes de média doivent contribuer à l'éducation électorale, être objectifs et impartiaux dans la diffusion de l'information, donner des informations fiables et vérifiables, a-t-il laissé entendre.

Deux communications ont meublé la rencontre. « *Décentralisation et développement local : enjeux et défis pour les médias* ».

Cette communication a permis aux journalistes de comprendre les mécanismes du processus de décentralisation, mécanismes basés sur des repères historiques et qui datent de l'époque coloniale. Il s'agissait également de savoir que les élections communales rentrent dans le processus de décentralisation qui responsabilise la communauté à prendre en charge son développement sur tous les plans. Elles obligent donc l'Etat à transférer aux communautés les ressources pour faire face à ces charges nouvelles.

La deuxième communication intitulée « *rôle et responsabilité au cours du processus électoral au Togo* » a permis aux journalistes d'apprendre sur leurs rôles au cours des élections locales.

Durant la présentation, les journalistes ont été invités à cet effet au respect des règles élémentaires qui régissent la profession en période électorale. C'est une communication qui interpelle la responsabilité des journalistes, celle qui consiste à prendre toutes les dispositions pour donner des informations exactes, équilibrées, faire la distinction entre les faits et les commentaires, s'abstenir de tout discours ou toute incitation à la haine, entre autre.

La CENI et la HAAC à travers cette formation réaffirment ainsi, leur détermination à accompagner les hommes de médias, mais aussi à faire la part qui est la leur dans le processus en cours, en vue des élections apaisées.

Les dernières élections locales datent de 1985. Pour le 30 juin prochain, ce seront 1527 conseillers municipaux qui vont être élus.

Edith

Londres FAURE GNASSINGBÉ PARLE PND ET TERRORISME



Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé séjourne depuis le 04 juin dernier à Londres, capitale de l'Angleterre. L'objectif de cette visite, est de ventiler les opportunités dont dispose le Togo en matière d'investissement au moment où lui-même a lancé un programme, le PND (Plan National pour le Développement), et qui veut s'appuyer sur les investissements étrangers en vue de combattre la pauvreté et mettre le pays véritablement sur le chemin du développement.

Dans une semaine le Togo accueille le Forum Togo-UE, le premier du genre. Faure Gnassingbé voudrait également profiter de son séjour pour inciter les investisseurs londoniens à s'intéresser au Togo.

La visite de Faure Gnassingbé, intervient dans un contexte où dans tous les coins du monde, le terrorisme frappe. Son pays le Togo n'est pas épargné.

Ainsi, devant le Royal Institute of International Affairs, Chatham House, Faure Gnassingbé s'est exprimé sur la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et le rôle du Togo dans la lutte de ce phénomène.

Devant, un auditoire composé de nombreuses personnalités du monde diplomatique, des hommes

d'affaires et de la société, ainsi que des amis du Togo, le chef de l'Etat togolais a évoqué un contexte régional marqué par la méridionalisation de la menace terroriste.

Faure, Gnassingbé, au regard de la persistance et de l'insécurité dans le sahel et de la contamination qui affecte progressivement les Etats côtiers, a plaidé pour une prise en charge de conscience générale et une réponse concertée et coordonnée. Il a surtout insisté sur la nécessité du maintien d'un cadre de coopération avec les partenaires en mettant davantage l'accent sur les relations commerciales et l'investissement dans les secteurs créateurs d'emploi, car, « *la croissance inclusive et la prospérité partagée sont les meilleurs remparts à la radicalisation et à l'extrémisme* ».

Le chef de l'Etat togolais a rappelé le rôle de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) dans ce combat et laissé entendre qu'elle demeure l'interlocuteur le plus légitime pour les questions relatives à la sécurité régionale.

Plusieurs autres rencontres sont prévues dans l'agenda de Faure Gnassingbé pour l'intérêt du Togo.

La rédaction

Situation dans la prison civile de Lomé(Suite)

LE MENSONGE SAUGRENU DE L'ASSOCIATION « EN AUCUN CAS » DÉMONTÉ POINT PAR POINT PAR UN JOURNALISTE DE LA DEUTSCHE WELLE

Pour lui, il y a un décalage entre la connaissance réelle des utilisateurs et leur utilisation des réseaux sociaux. C'est pour cela, "qu'il importe donc aujourd'hui de former l'esprit critique des internautes".

S'il est évident que certaines photos ne correspondent pas à la prison

civile de Lomé, en revanche nous ne sommes pas en mesure de contester les conditions difficiles des prisonniers au Togo. Les organisations togolaises des droits de l'Homme alertent régulièrement sur les conditions carcérales des détenus au Togo.

Dans une communication à la Commission africaine des Droits de l'homme en novembre 2018, l'organisation non gouvernementale Amnesty International a regretté que les prisons du Togo soient surpeuplées et que les conditions de détention soient globalement loin de

répondre aux normes internationales. "Selon les chiffres fournis par l'administration pénitentiaire, 5.053 personnes étaient détenues dans les prisons du Togo en mars 2018 malgré une capacité totale de 2.881 places", soulignait Amnesty International.

Projet Espace vert PLUS DE 3000 PLANTS MIS EN TERRE

Le personnel de plusieurs structures, telles la CNSS, le SGI, la LONATO, l'OTR, GTA et le service des passeports a mis en terre des plants en commémoration à la journée du 1er juin ou journée de l'arbre au Togo.

L'initiative est de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) qui a voulu regrouper toutes les entreprises qui se situent sur le boulevard Gnassingbé Eyadema.

L'objectif est de mutualiser les efforts et les moyens afin de faire de ce boulevard un



point d'attraction et un cadre bien entretenu.

Cette opération contenue dans un projet dénommé

«Projet Espace vert », va s'étendre de la colombe de la paix au carrefour GTA.

« Nous n'allons pas nous

arrêter au 1er juin, nous continuerons l'opération jusqu'à l'état major pour essayer de remplir le boulevard pour qu'il devienne l'une des rues vitrines de notre capitale » a déclaré Ingrid Awadé, Directrice Générale de la CNSS.

« Il faut planter et entretenir, et c'est pourquoi nous avons signé un partenariat avec L'ANASAP » indique la directrice à la CNSS.

Tous étaient habillés à l'effigie de leur société pour exécuter cette action éco-citoyenne qui démontre

l'intérêt et la solidarité qu'ils portent à l'égard de la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques.

Cette action collective a principalement réjoui le commissaire général de l'OTR M. Philippe Tchodié qui s'est dit heureux, car pour lui, en plus de mobiliser les recettes pour l'Etat, il faut participer à d'autres politiques de développement du pays dont la couverture environnementale.

Khaled

10e session ordinaire de l'Assemblée générale du fonds de solidarité africain UN BILAN SATISFAISANT AU TITRE DE L'EXERCICE 2018



La 10e session de l'Assemblée générale du fonds de solidarité africain (FSA) s'est déroulée le vendredi 31 mai 2019 à Lomé.

C'est le président de l'Assemblée Générale, le ministre Togolais des Finances, Sani Yaya qui a lancé les travaux de cette session.

Il s'agissait au cours des travaux d'approuver principalement les comptes de l'institution dans l'exercice 2018.

À l'issue des comptes, un total du bilan de près de 66 milliards de f cfa, des engagements hors bilan de 50 milliards de f cfa et un net bénéfice de près d'1 milliards de f cfa ont été déclarés, selon Sani Yaya.

« C'est une fierté pour notre pays d'abriter cette nouvelle session. Je ne doute pas, tenant compte des défis majeurs auxquels fait face notre institution, que nous allons examiner en toute responsabilité les différents points soumis à notre approbation », a laissé entendre le ministre lors de l'ouverture des travaux.

Cette 10e session marque le 40e anniversaire des premières

opérations du FSA en faveur des économies de tous les États membres.

À ce jour, le FSA a retrouvé un nouveau dynamisme grâce essentiellement à son plan de développement stratégique à moyen terme dénommé plan expansion 2020.

Ce plan novateur est séquencé en 3 étapes dont la phase de développement couvrant les années 2019 et 2020.

Le fonds de solidarité africain est composé de plusieurs pays Africains. Il se donne pour mission fondamentale de participer au développement économique des États africains membres en contribuant au financement de projets structurants.

Cette dynamique répond à la vision du chef de l'état Faure Gnassingbé qui veut booster structurellement l'économie togolaise pour une croissance forte, résiliente, inclusive et génératrice d'emplois.

Khaled

Projet de développement industriel 2 GRANDS DOCUMENTS SOUMIS À VALIDATION

La cérémonie d'ouverture sur l'atelier de validation des documents de la politique et de la stratégie industrielle s'est tenue hier à Lomé. Cette rencontre se déroule du 06 au 07 juin 2019.

C'est une initiative du ministère du commerce de l'industrie du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale (MCIDSPPCL) en partenariat avec le PAMOCI (Projet d'appui à la mobilisation des ressources et au renforcement des capacités institutionnelles).

L'objectif de cet atelier consiste à vérifier la forme et le fond de ces 2 documents à savoir : la politique industrielle au Togo et le plan d'action opérationnel.

Trois commissions ont donc été

mises en place pour la mise en œuvre effective desdits documents.

Selon M. Feou, représentant du ministre du commerce de l'industrie du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale, ce projet de développement industriel adhère parfaitement à la vision du chef de l'état Faure Gnassingbé à travers son Plan National de Développement (PND) en son axe 2. « La politique industrielle est la boussole de tout gouvernement » a-t-il laissé entendre.

M. Feou dit espérer qu'à l'issue des travaux, il sera présenter un document final irréprochable et approprié au contexte de développement industriel.

Khaled

Pour le PND et le développement à la base ATIR LANCE OFFICIELLEMENT SES ACTIVITÉS(Suite)

à leur tête le Président du Conseil d'Administration, M. Noël DE POUKN ont pris le 2 juin dernier aux environs de 15 heures, leur bâton de pèlerin en direction de Barkoissi où ils ont procédé à l'inauguration d'un forage à la grande mosquée. Gracieusement offert par l'Association ATIR à la communauté musulmane de ladite localité, cet ouvrage dont le débit est estimé à plus de 50.000 litres d'eau par jour, va à coup sûr contribuer à résorber tant soit peu le problème lié au manque d'eau potable et faire reculer de façon significative les cas de maladies dus à l'eau impropre à la consommation. En réceptionnant cet ouvrage, le grand Imam El hadj

DJAGOE Abdoulaye a exprimé sa grande satisfaction et sa gratitude à l'égard des heureux donateurs au nom de sa communauté, puis a promis d'en prendre bons soins au profits de sa communauté, longtemps confrontée à un cruel manque d'eau potable.

En marge de cette inauguration, l'association ATIR, soucieuse d'accompagner la communauté musulmane de Barkoissi dans l'accomplissement de ses obligations religieuses à l'occasion de la célébration de l'Aïd El Fitr, a fait don de 150 nattes et de 150 bouilloires en plastique.

LM

BOA Express

TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ

- Bénin

- Burkina Faso

- Côte d'Ivoire

- Mali

- Niger

- Sénégal

- Togo



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

